

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 29 (2002)
Heft: 1

Artikel: Aide au développement : "Rien à voir avec le développement"
Autor: Zimmerli, Martin / Imfeld, Al
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-912938>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 27.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

(suite de la page 5)

centrale et orientale vers la démocratie, l'Etat de droit et l'économie de marché. Cette coopération technique avec l'Europe de l'Est se concentre aujourd'hui sur 10 pays balkaniques et de l'ancienne Union soviétique.

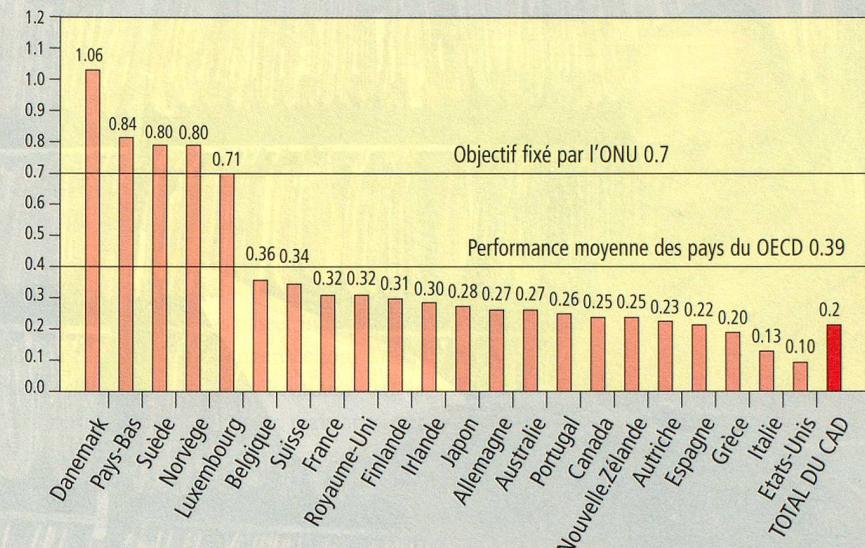
Enfin on ne saurait parler d'aide publique au développement sans mentionner également les mesures économiques et commerciales, tels que crédits mixtes, aides à la balance des paiements, efforts de promotion commerciale et, en collaboration avec la communauté internationale, actions pour les produits de base, de même que la stratégie de désendettement élaborée en faveur des pays les plus endettés.

Quel bilan?

En quarante ans de coopération au développement, les choses ont considérablement changé. Finie l'époque où l'on finançait des projets d'infrastructure et où le bailleur de fonds paternaliste apportait le développement. «Aujourd'hui, il (le bailleur de fonds) soutient ses partenaires dans leurs efforts de développement. Il s'adapte à leurs buts, à leur rythme, il n'impose plus ses vues», souligne Walter Fust, directeur de la DDC, dans

Aide publique au développement nette en 2000 – en pourcentage du PNB

En % du PNB



le numéro de septembre dernier d'«Un seul monde», publication de la DDC.

Le bilan? «Personne n'est en mesure de faire un bilan exact de la coopération au développement, car beaucoup d'éléments ne sont pas mesurables», explique Walter Fust. «Des progrès ont été réalisés en matière d'éducation,

de santé et d'accès à l'eau potable», note-t-il, mais il y a eu aussi des échecs. «Le groupe des pays les moins avancés s'est élargi, ce qui est un constat inacceptable». Il serait cependant «faux de croire que la coopération, à elle seule, va changer le monde et corriger tous les déséquilibres».

«Rien à voir avec le développement»

INTERVIEW: MARTIN ZIMMERLI

Al Imfeld critique la politique officielle suisse en matière de coopération au développement. Par ses positions tranchées, ce dérangeant spécialiste de la coopération alimente la controverse en Suisse.

La Suisse se targue de sa longue tradition humanitaire. A-t-elle toujours de quoi en être fière aujourd'hui?

Non, et nous n'avons jamais pu en être fiers. Ces mots sont dangereux, c'est de l'argot politique.

Vous ne pouvez tout de même pas contester certains mérites de la Suisse dans ce domaine?

Non. La Suisse a même joué un rôle important dans le passé. Mais cela repose sur deux choses: premièrement, sur le CICR et son rôle de médiateur dans les situations de

conflit et deuxièmement sur le mouvement missionnaire. Il n'y a pratiquement pas de pays africain qui n'ait pas de traces laissées par des missionnaires suisses. Grâce à ces deux institutions, le CICR et les missions, la Suisse jouit aujourd'hui encore d'une très bonne réputation en Afrique...



Al Imfeld,
enfant terrible
pour beaucoup.

Al Imfeld (67 ans) a fait des études de théologie catholique et protestante (ordonné prêtre en 1960), de journalisme, de sociologie du développement et d'agriculture tropicale sur quatre continents (en Suisse, en Italie, au Japon, au Kenya, aux USA et aux Philippines). Chargé de cours au Zimbabwe, au Malawi, en Tanzanie, à Nairobi, à Zurich, à Lucerne, à Berne et conférencier en Europe et en Afrique. Auteur de 40 ouvrages, dont quatre recueils de poésie. Cofondateur de «für eine offene kirche» (pour une église ouverte), il a créé à Berne le Service d'information tiers monde. Il a été l'initiateur de «Dialogue Afrique» et de la Société pour la promotion de la littérature d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

**... une réputation usurpée, selon vous?**

Ecoutez: l'aide des missionnaires n'était pas totalement désintéressée. Ils ont essayé de prouver aux Africains – schématiquement parlant – que notre foi était meilleure, espérant naturellement pouvoir les convertir un jour. On offre son aide en espérant recevoir un jour quelque chose en retour. On oublie souvent aujourd'hui ce revers de la médaille, ces attentes.

Quelle devrait, selon vous, être notre attitude?

Une coopération au développement fructueuse implique le respect. Le respect de la culture et du passé des pays. Nous devons comprendre les gens avec lesquels nous voulons coopérer. Et quand on se comporte ainsi, on sait que les Africains ne peuvent pas planifier comme nous.

Mais, ils ne sont pas plus bêtes que nous!

Ce n'est pas la question. C'est un problème culturel. La langue bantoue, par exemple, ne connaît pas de futur. Il n'y a ni lendemain ni surlendemain et donc ni plan quinquennal ni plan décennal. Mais on fait fi du passé et donc de l'histoire.

Comment?

Je travaille depuis quarante ans à un ouvrage sur l'histoire de l'agriculture africaine, car j'aimerais ainsi pouvoir donner une iden-

tité, un passé aux Africains. Pendant des décennies, on a tenté de leur faire croire qu'ils n'avaient pas d'histoire, qu'ils avaient vécu de la chasse et de la cueillette: d'effroyables notions coloniales. Tous ceux qui s'intéressent à l'histoire savent que les gens ont toujours été d'une façon ou d'une autre sédentaires et qu'ils ont cultivé quelque chose. Mais il fallait obturer cela pour contester à ces gens le droit à la terre.

Mais on n'a pas vécu qu'en Afrique de la chasse et de la cueillette...

...non, on essaye aussi de nous faire croire la même chose. Il faut réécrire totalement l'histoire de l'agriculture, la nôtre aussi. Et autre chose encore: si nous ne tarissons pas d'éloges pour les grandes familles africaines aujourd'hui, nous devons aussi accepter que les membres d'une telle famille soient tenus de partager avec les autres membres de la famille l'argent qu'ils reçoivent – et c'est aussi valable pour les dons.

Vous exigez le respect des autres cultures. Comment pouvons-nous les mieux connaître?

Il faudrait revoir la formation de nos diplomates. Ils ne peuvent pas se contenter de voler à travers le monde et croire qu'ils apprennent de cette manière à connaître les autres cultures. Un diplomate devrait être le lien entre son pays-hôte et sa patrie et de-

L'appartement d'Al Imfeld renferme d'énormes archives, avec un dossier contenant des articles de journaux pour chaque pays. A cela s'ajoutent d'innombrables livres sur le thème du développement dans plusieurs langues.

vrait œuvrer à une meilleure compréhension mutuelle entre les peuples en question.

Compréhension et respect ont généralement un lien de réciprocité. Notre propre est de planifier et de vouloir savoir où va notre argent...

...c'est clair. Mais pour un Africain, il est extrêmement difficile d'apprendre à connaître la Suisse et notre culture. Voyez-vous, nous pouvons si nous le voulons nous rendre demain en Afrique étudier et nous familiariser avec la culture indigène. Mais, si je désire venir en Suisse avec un Africain, je dois verser une caution de 12 000 francs – même s'il s'agit d'un prix Nobel. C'est du racisme pur.

Quelles en sont les conséquences sur notre coopération au développement?

Nous devons faire comprendre à l'autre partie que les donateurs méritent aussi le respect. Si cette condition n'est pas remplie, je suis radical: nous cessons de donner. Avec notre mentalité, nous avons conduit les gens à laisser mourir leurs enfants sous les objectifs des photographes, sachant que cela nous brisera le cœur et que nous ferons des collectes en Europe.

Vous le pensez sérieusement?

Oui, maintenant oui. Il y a dix ans je ne pensais pas encore ainsi. Mais nous ne devons pas céder au chantage.

Comment peut-on améliorer la coopération au développement suisse?

La Suisse devrait renforcer massivement son rôle de médiatrice dans les situations de conflit.

Dans quelle mesure?

Elle devrait y consacrer 50 pour cent de ses moyens. Un institut de recherche pour la paix tel que celui d'Oslo siérait bien à la Suisse. Ce serait quelque chose de fabuleux. Car pour pouvoir apporter une aide matérielle efficace, il faut une situation de paix.